

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Jeunesses socialistes

Editorial de "Unité" n°6, journal de "l'Offensive socialiste"

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 31 octobre 2007

Démocratie & Socialisme

« Si les syndicats veulent l'épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien ! Ce sera deux mois sans train ! Ou plutôt deux mois sans les cheminots. Moi j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut. » (Le canard enchaîné, 10/10/2007, rapportant un propos de Sarkozy). Le ton est donné. La guerre est déclarée. Si le secrétaire d'Etat Bernard Laporte n'a pas réussi à transformer l'essai de la victoire contre les All Blacks en terrassant la perfide Albion, son ami le président est bien décidé à transformer l'essai de sa victoire électorale sur le terrain social. Service minimum, régimes spéciaux, autonomie des universités, franchise syndicale, réforme de la carte judiciaire (liquidation des petits tribunaux qui coûtent chers), amendement Mariani sur la vérification de la filiation par le recours aux tests ADN pour le regroupement familial, rapport Attali préconisant de libérer de toute contrainte la grande distribution (Attali, ce courtisan ridicule se vendant à tous les pouvoirs...), c'est sur tous les terrains que le gouvernement attaque. Comme le gouvernement précédent, celui-ci s'attaque de concert aux droits démocratiques et sociaux. Pour que les acquis sociaux se réduisent comme peau de chagrin, il faut désarmer l'adversaire sur le plan démocratique, et inversement. Le sens de notre combat politique est là être socialiste, être de gauche, c'est défendre le bien commun, c'est à dire les services publics, le salaire socialisé, nos libertés individuelles et collectives. Nous ne pouvons séparer les questions démocratiques et sociales. Notre réponse aux attaques coordonnées et cohérentes de la droite au pouvoir doit être tout aussi cohérente.

L'autonomie des Universités débouchera inéluctablement sur son financement privé donc son inféodation à la logique du profit. Ce n'est pas un hasard si cette loi, annonçant en filigrane le désengagement de l'Etat de l'enseignement supérieur public, prévoit également le renforcement des pouvoirs des présidents des universités et la réduction de la représentation des personnels et des étudiants dans les conseils d'administration. La franchise médicale couplée à la construction et à l'instrumentalisation du trou de la sécu ne sont que des mélodies jouées par ceux qui chantent la privatisation de la sécu, source de profits ahurrissants que les compagnies privées d'assurance comptent bien rafler. Imposer la fin des régimes spéciaux en même temps que le service minimum sous couvert d'allongement de la durée de la vie et de la réduction de la pénibilité des métiers répond davantage à une question de pouvoir sur les poches de résistance du salariat qu'à une logique comptable et démographique. Si la logique comptable présidait aux décisions du pouvoir, le paquet fiscal offrant 15 milliards aux plus riches n'aurait pas été voté.

Le sens de ces réformes correspond à la normalisation de notre pays dans le cadre de la mondialisation, à sa conformation au modèle anglo-saxon. La rupture de Sarkozy n'a pas pour but de « réveiller la croissance », « relever la France » ou autres abstractions évanescences du jargon des déclinologues ultralibéraux, mais de faire gagner des points au libéralisme, c'est à dire à la loi de la jungle qui permet la maximisation du taux de profit global du capital sur le travail. C'est une politique de classe, brutale et arrogante, « Moi, j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut. »

Sarkozy n'a pas la légitimité démocratique pour détricoter d'avantage le tissu social de ce pays. Les 53% de sa victoire sont fondés sur l'illusion de l'homme providentiel consubstantielle au plébiscite présidentiel sur lequel est fondé le régime. L'élection présidentielle n'est pas un moment démocratique. C'est un shoot médiatico-idéologique à haute dose fondé sur le mythe bonapartiste antidémocratique en soi de « la rencontre d'un homme et d'un peuple ». Chirac, qui connaît son sujet, disait en mars qu'« élire Sarkozy reviendrait à allumer un barbecue dans l'Esterel. » Le barbecue est allumé, et si le pyroman est un pompier qui sait manier le kârcher, ne nous laissons pas abuser. Sa majorité réelle dans les institutions ne l'est pas ad vitam eternam dans l'opinion. Nous devons mener la bataille, sur le plan idéologique et politique, être une opposition résolue et combative. Notre rôle dans la jeunesse est de construire l'unité d'action avec les salariés contre les attaques que nous subissons. C'est enfoncer une porte ouverte que de le dire : aux attaques multiples du gouvernement, la riposte unitaire doit prévaloir. Le 18 octobre a constitué le début de la contre-offensive. Sarkozy est en guerre, « aux armes citoyens ! », comme dit la chanson...